Le 09 avril 2020

CTM du 7 avril 2020 – en présence du Ministre –
Quelques annonces et un dérapage

S'est tenu ce mardi 7 avril un Comité Technique Ministériel par visioconférence et en présence du ministre et de son cabinet.

Cette réunion qui s'inscrit dans le cadre du dialogue social a été l'occasion pour le ministre de faire plusieurs annonces et de s'attaquer de manière préméditée et avec violence à la FSU.

Des annonces ministérielles répondant à des demandes des organisations syndicales

Depuis le début du confinement, plusieurs organisations syndicales et plus particulièrement la FSU (Snetap-FSU pour l'enseignement agricole public et le Snuitam-FSU pour les autres services du ministère de l'Agriculture) demandent plusieurs gestes forts à l'égard des personnels du MAA, en plus des mesures de protection qu'un employeur doit à tous ses agents en temps normal et plus encore en période de pandémie.

Aussi le ministre a-t-il annoncé ce jour :

- l'ouverture dès le 8 avril d'une cellule d'écoute nationale à l'attention de tous les personnels du ministère ;
- la suspension jusqu'à la fin de la période de confinement de toutes les procédures de licenciement des agents contractuel.les nationaux ;
- le prolongement, sur demande des agents concernés, des contrats de travail de tous les agents contractuel.les nationaux en CDD dont le terme arrive durant le confinement ;
- pour les agents contractuel.les sur budget des EPL, le « recensement précis des situations afin de maintenir un lien avec l'employeur ». Sur ce dernier point, la FSU exige la symétrie de décision pour les ACB et non une vague préconisation !

Plusieurs autres sujets majeurs (examen 2020, continuité pédagogique, stagiaires…) feront l'objet d'échanges avec la DGER lorsque cela concerne plus directement l'enseignement agricole public – dès ce jeudi avec un CTEA en visioconférence, avec parution ce vendredi de deux circulaires « examens » et « continuité pédagogique ».

C'est à l'occasion de ces échanges que Didier Guillaume s'est soudainement attaqué avec virulence à la FSU. Le sujet était alors la sécurité des contrôleurs dans les abattoirs.

Un dérapage à peine contrôlé et manifestement prémédité du ministre

En réponse à l'interpellation pour le moins sceptique de la FSU sur la sécurité des agents des services vétérinaires dans les abattoirs et les intentions de la DGAL, le ministre est sorti de ses gonds et a violemment attaqué la FSU (Snuitam-FSU), première organisation représentative des personnels du ministère dont il a la charge, en l'accusant de « rechercher la rupture de l'Unité Nationale en cette période crise sanitaire » !! La FSU ne faisait que relayer l'inquiétude des agents contrôleurs mis en danger dans des abattoirs dans lesquels les mesures de « barrière » prises par les abatteurs sont nettement insuffisantes.

Non content de cette première sortie violente, le ministre agitant une feuille, manifestement préparée à l'avance, a dénoncé un écrit de la FSU (Snetap-FSU) dans lequel elle dénonçait le mépris avec lequel le ministre avait traité les personnels, comme les instances réunies par la DGER, non informés de la décision prise soi-disant « en concertation » avec J-M Blanquer pour les examens 2020 alors que ses services travaillaient au même moment sur d'autres hypothèses. La FSU rappelle que cet écrit était intersyndical, donc partagé et que railler le nombre de « Like » ou « Follower » d'un Twitt ou d'un Post Facebook ne saurait constituer une réponse politique !

La FSU dénonce ce dérapage ministériel et réaffirme, comme l'ensemble des autres organisations syndicales représentatives, son inquiétude quant à la sécurité des agents des services vétérinaires dans certains abattoirs qui n'est clairement plus assuré depuis le début de la pandémie… Elle s'étonne de cette sur-réaction d'un ministre alors qu'en parallèle, dans des réunions techniques (CTM du 1er avril), les services du ministère reconnaissent des difficultés majeures dans des régions comme la Bretagne, la Normandie et l'Occitanie ! Qui faut-il croire ? Un ministre qui surjoue l'indignation ou les remontées de terrain ? La FSU réaffirme qu'à ce jour, tout n'est pas fait pour garantir à tous ses agents des conditions de sécurité adaptées dans ce contexte de crise sanitaire inédit aux missions qui sont les leur en abattoir : si la prévention et la santé des agents sont les véritables priorités du ministre, la FSU attend des actes : un respect des distances sur les chaînes, des masques et si nécessaire, le retrait de ses agents pour leur sécurité ! C'est à ce prix que la FSU mesurera les déclarations d'intention ministérielle.